L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

DUFOUR & LIMET, Editeurs-Propriétaires,

Bureaux—No. 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,
DIMANCHE 15 DECEMBRE.

Revue des Journaux.

Les autorités de Washington ayant décidé, en dernier ressort, que le gouvernement de la Louisiane est celui qui lui est imposé par l'ordre du juge Durell, le *Picayune* ne voit de salut que dans la soumission, mais une soumission dans laquelle nous trouverons du moins un abri contre de nouveaux actes humiliants, une soumission froide et digne qui nous vaudra peut-être le respect sinon l'appui des républicains impartiaux et magnanimes du Nord. Nous avons encore été écrasés au profit de vérités politiques; espérons que notre sort, déjà si triste, servira d'avertissement aux autres Etats qu'un semblable danger menace peut-être. *Viva Polonia!*

— Les journaux qu'ont laissés dans l'ignorance ceux qui ferment l'oreille à la vérité, et les organes stipendiés d'usurpateurs intéressés, soutiennent que la lutte engagée dans la malheureuse Louisiane est simplement entre Kellogg et Warmoth. Le *Picayune* proteste contre cette ridicule et mensongère assertion, contre cette inexcusable erreur de la presse du Nord. Les démocrates du Sud ont cru devoir, après mûre réflexion, dans l'espoir de la réconciliation et de la paix, suivre l'exemple de leurs amis de l'autre partie de l'Union; ils révèrent le triomphe des véritables principes constitutionnels, ils ne pensaient pas que leur union franche et loyale avec les républicains libéraux pût servir de prétexte à d'injurieux soupçons. Les personnages qu'ils ont reçus parmi eux "ne sont que des accidents." La lutte—la véritable lutte—était engagée entre les propriétaires et les blancs d'un côté, les aventuriers et les nègres de l'autre.

Notre confrère blâme le général Emory, commandant des troupes fédérales à la Nouvelle Orléans, d'avoir dit au correspondant du *Herald* de New York, que les habitants de notre ville ne sollicitaient pas soulèvement par crainte de son infanterie, de ses canons et de sa cavalerie. M. Pinchback sait bien mieux à quoi s'en tenir là-dessus.

S'il est vrai que M. Kellogg regrette aujourd'hui d'avoir soulevé de si graves questions et déploré amèrement les extravagances et les excès de ses affidés, ce ne peut être qu'après avoir été forcé de le confesser! Le *Times* le croit. Il nous permettra d'en douter jusqu'à ce que le sentiment des Etats-Unis prouve, par des actes, sa conversion et son repentir. — Les trois quarts de la Législature du Mechanics' Institute se composent, non pas de ces braves artisans bons, honnêtes et respectueux que leurs anciens maîtres se faisaient un plaisir et un devoir d'assister et de protéger, mais de tous ces ouvriers par métiers qu'ils n'osaient espérer, de prétendus vagabonds, dociles instruments d'émissaires sans vergogne. M. Pinchback ne mène avec l'audace qu'on lui connaît.

— A propos de l'ex-assaillant de M. Chester, notre confrère publie le paragraphe suivant, qu'on a pu lire dans plusieurs des colonnes de l'organe dominant:

Nous demandons la destitution de M. Pinchback, car, en sa qualité de commissaire du parc, il a reçu $10,000 pour le choix de l'emplacement, et il a exprimé le désir de voir incendier la cité. Les citoyens sont opposés à quelques unes de ces propositions.

Le *Times* taxe de folie insigne la conduite des chefs dans le langage et la conduite sont donnés les éloges que les efforts, l'enthousiasme, le courage et du peuple méritaient pour lui que le triomphe d'un seul homme. Les conservateurs en ont fourni à leurs ennemis l'arme la plus meurtrière que l'Etat ait eu à craindre.

Le *Republican* consacre le plus long de ses articles à "la situation." Tout est rentré dans l'ordre, selon lui: la ville a recouvré son calme habituel et toute sommes aujourd'hui sous la bienfaisante des administrations possibles. Les hommes qui auraient été membres de l'assemblée générale s'en retournent chez eux: l'exécution du jugement d'élections de M. Hayes veut, à peu près, les seuls législateurs pour gouverner et.

Il ne nous reste plus rien à dire.

Le *National Republican* n'est pas beaucoup plus sage que son homonyme. Il persiste, malgré de bons conseils, à rester dans la voie où il se laisse entraîner depuis quelque temps. Un article sur une rébellion en miniature," un autre sur les devoirs de la Législature," et un troisième sur les assertions du *Times* au sujet de MM. Pinchback, Ingraham, Lowell et Wedge du beau-frère Casey occupent trop de nos colonnes.

Nous n'y avons rien trouvé qui ne fût répétition de productions antérieures.

La maladie du *National Republican* est décidément incurable. *Requiescat in pace.*

LOUISIANA JOCKEY CLUB.

COURSES AUX TERRAINS DU DEUXIÈME JOURNEY.

Les tristes préoccupations de la politique et la gêne pécuniaire qui en est la conséquence, n'ont pas empêché une foule assez nombreuse de se porter hier aux Fairgrounds pour assister à la 2ème journée des courses qu'ont donné organisées par le Louisiana Jockey Club. Les tribunes ne contenaient pas autant de dames que de coutume, soit que l'aspect du ciel leur parut menaçant, ou les préparatifs de décembre aux magasins de modes les aient attirées dans les splendides magasins de la rue du Canal ou de la rue Royale.

M. G. A. Breaux, président du club, a donné à 11 heures et demie le signal pour les chevaux, et quelques instants après deux juments *Florence* et *Belle Buckle* se précipitaient en avant avec une rapidité qui a provoqué de la part du public une explosion de bravos. Pendant le premier demi-mille, les deux chevaux coururent côte à côte, et les deux jockeys aussi ne purent se donner la main, mais *Florence* les dépassa et a dépassé son adversaire avec une vigueur, en passant près de l'estrade des juges. Elle avait mis 2m 5 à couvrir le mille. Ses partisans parlaient contre 1.

Après un quart d'heure de repos, les chevaux sont partis, pleins d'ardeur et de feu, et repartirent pour le second mille. Au tout du mille, *Belle Buckle* avait gagné du terrain et *Florence* a fait de vains efforts pour la rejoindre. *Belle* avait fran chi en 1.59 3/4.

Le parcours du troisième mille devait être le plus intéressant, et les paris engagés étaient de toutes parts. Il est facile de comprendre à l'allure de *Belle Buckle* qu'elle était bien décidée à maintenir son avantage, car elle a pris immédiatement la tête et ne l'a laissée partir pour un seul instant distancer à dépassé son adversaire de deux longueurs en arrivant au but. Elle avait fait cette fois 2 minutes à franchir son mille.

D'enthousiastes applaudissements ont salué de toutes parts, et *Belle Buckle* est devenue le point de mire de tous les regards.

Une nouvelle lutte a succédé à celle qui venait de se décider. Cette fois, onze chevaux sont entrés dans l'arène. La distance à franchir était de deux milles, avec quelques secondes d'incertitude, on a vu *Venus* se dégager de la ligne et se porter en avant, suivie de près par *Pilgrim*, qui, malgré tous les efforts de son jockey, n'a pu abréger la distance qui le séparait de la jument. En pas-sant devant l'estrade des juges, *Venus* était la première, suivie de *Pilgrim*, et en troisième ordre *Brigadier*. Ces trois chevaux ont emporté les prix décernés par le club. *Venus* a mis 4.04 à franchir les 2 milles.

La troisième course a eu lieu entre cinq chevaux, qui devaient parcourir cinq milles; le prix revenant à celui qui ferait les cinq milles en moins de temps que ses concurrents. Voici l'ordre dans lequel le premier mille a été franchi: *Village Blacksmith*, premier; *Nick Baker*, deuxième; *John Bonsell* quatrième, *Tom Corbett* cinquième, *Venus* sixième. Temps, 1.57½. Deuxième mille: *Village Blacksmith*, premier; *Frog*, second; *Nick Baker*, troisième; *John Bonsell* quatrième. Temps, 1.56. Le troisième a été le même pour le troisième mille, et *Village Blacksmith* a été proclamé le vainqueur. Temps, 1.56.

Cette seconde journée a été très émouvante. Les chevaux étaient en bon état et les paris fort animés.

— Lyon, 19 novembre. — Le conseil de guerre de Lyon vient de condamner cinq soldats *forcés* à perpétuité un nommé citoyen, nommé Guy Lavant, qui avait été chargé de faire ses affaires pendant la Commune de Paris.

Ancien ouvrier de la Croix-Rousse, Guy-Lavant était arrivé à Paris à la veille de l'insurrection. Le lendemain, il était dans le mouvement.

Il a volé au Louvre un certain nombre d'objets, et pu échapper jusqu'à présent à toutes poursuites. Il se disposait à passer en Amérique avec un de ses amis qui avait beaucoup, un petit pécule; mais il aima mieux s'associer cet ami, et lui enlever son argent. Assisté le coup fait, il s'enfuit dans les montagnes de l'Isère, où on a fini par le découvrir.

— Un dialogue bien parisien.

— Eh! te voilà, mon cher Gaston. Quoi de nouveau? Que fait ton frère?

— Il est décoré.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

C'est parfois un triste métier que celui du chroniqueur, surtout quand il faut qu'il parle de certains faits répugnants et qu'il fasse allusion à certaines personnages nauséabonds! Bien souvent, le cœur lui vient aux lèvres, en quelque sorte, quand, pour tout voir et tout entendre, il faut qu'il pénètre dans les hideux repaires où la troupe des politiciens de bas étage et des intrigants sans vergogne s'assemble; et quand il faut qu'il donne à ses lecteurs le rapport détaillé des orgies politiques auxquelles son mauvais sort le condamne à assister.

Il est tenté alors de briser sa plume, car il éprouve une insurmontable répugnance à toucher à certaines choses.

Depuis une semaine, il nous a fallu raconter tant d'actes arbitraires, tant d'infamies, tant de honteuses machinations, que nous n'avons à peine le courage, tant notre dégoût est grand, de continuer l'histoire du règne du triumvirat Durell-Kellogg-Pinchback.

Il le faut pourtant, car sans cela, si nos confrères obéissaient au même sentiment que nous, qui donc se chargerait de conserver à la postérité les noms illustres, et aussi *honorables* qu'illustres, de Durell, de Kellogg et de Pinchback, ces trois puissants personnages, qui appuient aujourd'hui le talon de leur botte sur la Louisiane opprimée et ruinée, et qui dictent des lois aussi ridicules qu'arbitraires, et vice versa, à une population d'hommes qui se croyaient libres. On se demande si la République américaine existe encore après tout cela; et force nous est de répondre non!

Si le président Grant, comme nous l'apprend le télégraphe, sanctionne réellement l'arrêt infâme du juge Durell, qui méconnaît la volonté de soixante dix mille électeurs, au profit de quelques aventuriers sans foi et de quelques nègres ignorants; si le premier magistrat du pays refuse d'entendre les griefs des citoyens qui viennent à lui pour lui demander justice; et persiste à autoriser les turpitudes et les fraudes qui se commettent à la Nouvelle-Orléans au nom du gouvernement des Etats-Unis; alors, ou a raison de le croire et de le proclamer tout haut:—la République américaine est bien morte, et il faut en porter le deuil.

Partout dans la ville, nos citoyens se communiquent ces tristes pensées; et les plus âgés d'entre eux, qui se souviennent des beaux jours de la jeune République, se disent en levant les yeux au ciel: Qu'a-t-on fait du gouvernement de nos pères? qu'a-t-on fait des libertés que nous garantissait la Constitution?

La Louisiane est-elle donc condamnée à tout jamais à l'anarchie; la suffrage universel n'est-il plus qu'une dérision?

Comment, soixante-dix mille électeurs affirment leur préférence pour un candidat, et unissent leurs efforts, en dépit de certains différends politiques, pour sauver l'Etat de la honte et de la banqueroute; et après avoir réussi, loyalement et nonobstant, leur volonté sera méconnue, leurs droits seront foulés aux pieds; et qui donc, parce qu'il plaira à un juge véreux et corrompu de désirer un siége au Sénat des Etats-Unis, et qu'un aventurier inconnu, du nom de Kellogg, prétendra à la place de gouverneur de l'Etat!

Tout est donc bouleversé, et les lois ne peuvent plus être appliquées!

On s'entretient dans tous les cercles de ces événements extraordinaires et chacun les commente à sa façon.

On ne peut pas croire encore que le Président des Etats-Unis ait pu donner, par l'entremise de l'avocat-général Williams, une réponse aussi injuste au peuple de la Louisiane, qui demandait seulement la faveur d'être entendu, que celle qui était renfermée dans la lettre indigne adressée au colonel McEnery, que le télégraphe nous a transmise hier matin.

On calcule les chances de succès qui nous restent, on discute les difficultés qu'il faudra surmonter pour ramener à la raison et au sentiment de l'honneur celui de qui dépend en quelque sorte nos destinées, et, qui doit se rappeler qu'il n'est pas le président d'un parti, mais le président du peuple entier.

Chacun pense que si justice nous est refusée, il vaudra cent fois mieux pour nous tous, que la loi martiale soit proclamée, que de laisser la Louisiane devenir la proie des politiciens avides qui ne sont emparés du pouvoir, et qui prétendent le vouloir que le bien de l'Etat; c'est à dire, tout le bien que ses habitants possèdent.

On espère que les citoyens qui partent aujourd'hui pour Washington obtiendront du Congrès fédéral un examen impartial de notre situation.

Il nous faut que cette seule concession: car nous sommes convaincus de nos droits et nous avons toutes les preuves nécessaires pour les faire ressortir.

En attendant, Pinchback trône au Mechanics' Institute, et le juge Durell,—ainsi que se le disent tout bas certaines personnes,—continue à passer l'oubli de sa honte au fond de la dive bouteille.

Les radicaux sont infatués de leur triomphe et se promènent en vainqueurs dans les rues.—Nos concitoyens voilà, par eux les regardent avec pitié et dédain, et se consolent en pensant, que rien au monde n'est aussi vil et aussi méprisable qu'un politicien de leur espèce, si ce n'est toutefois, deux de ces mêmes politiciens! Les lâches se réunissent dans les cabarets et boivent au règne du dictateur Pinchback, en se substituant force poignées de mains.

Ces pauvres ignorants se laissent tout jours duper par le premier aventurier qui veut les exploiter.

Ils se réjouissent de la ruine de l'Etat, et ne s'aperçoivent pas qu'en favorisant les mouvements de Kellogg et de ses pareils, ils sont encore plus esclaves que par le passé.

La Nouvelle-Orléans était hier matin à la veille d'une crise; les esprits étaient excités au plus haut degré et chacun s'attendait à un conflit sanglant entre la milice de l'Etat et la police de César Pinchback.

Les braves officiers qui commandaient la Légion de la Louisane avaient été mis en demeure par un ordre lancé par l'imprudent mulâtre, qui depuis quelques jours s'intitule le gouverneur de l'Etat, de livrer l'arsenal et les armes qui y sont enfermées, à la police métropolitaine.

Ne reconnaissant pas les pouvoirs de Pinchback et de l'ignoble Assemblée qui a envahi le "Mechanics' Institute," ces officiers ont refusé péremptoirement d'obéir à cet ordre ridicule, et ont déclaré qu'ils ne céderai ent l'arsenal qu'aux troupes des Etats-Unis.

Un détachement de police, fort de 250 hommes, a donc été envoyé pour prendre possession de la salle; mais les miliciens ne l'entendaient pas ainsi. Ils se sont organisés à la hâte, sous le commandement du général Walton et du colonel Waggaman, et ont fait part au surintendant Badger de leur intention inébranlable de résister par la force à toute la meute des métropolitains si elle tentait de prendre d'assaut leur arsenal. Toutes les mesures avaient été prises à ce sujet et l'ordre le plus parfait régnait au " Davidson Court House."

Voyant, par la contenance ferme de nos miliciens, que tenter l'aventure serait une folie dangereuse pour eux, les dignes policiers se sentaient peu disposés à risquer leur vie, pour obéir aux ordres d'un homme qu'ils méprisent et pour se battre en définitive contre leurs propres concitoyens. Leurs chefs ont donc décidé de les faire bivouaquer dans la rue Carondelet, à l'angle des rues Poydras et Lafayette, interceptant ainsi toute communication du dehors avec les miliciens, que, disaient-ils, ils voulaient prendre par la famine. Ils sont restés là jusqu'au jour, très ennuyés de leur faction, et trouvant qu'un mousquet est fort lourd à porter sur l'épaule, surtout quand il est chargé.

De leur côté les officiers et les soldats de la Légion de la Louisiane enfermés au "Davidson Court House" ont passé la nuit sous les armes, se redoutant aucune attaque de la part de leurs ennemis métropolitains, et résolus, ainsi qu'ils l'avaient annoncé, à ne se rendre qu'à un officier de l'armée des Etats-Unis.

Vers trois heures du matin, le lieutenant King de l'état-major du général Emory est arrivé au bureau central de la police et a déclaré au Surintendant Badger qu'il avait été envoyé avec l'ordre de surveiller les mouvements de la milice jusqu'au jour, et d'intervenir avec les troupes des Etats-Unis dans le cas d'une manifestation hostile. On chuchotait dans les rangs de la police, et plusieurs de ces pauvres diables disaient tout haut qu'ils n'avaient pas la moindre intention d'attaquer les citoyens, pas plus qu'ils n'avaient envie de mettre leur vie en jeu pour servir l'ambition désordonnée de ceux qui les payaient en mandats tous les mois à soixante sous d'escompte sur la piastre.

A quatre heures et demie du matin, le général Smith, de l'armée des Etats-Unis, est arrivé, devant l'Arsenal accompagné par les lieutenants Hays et King, et a demandé à être conduit devant l'officier commandant. On l'a introduit dans une chambre où se trouvaient réunis les colonels Waggaman et Behan. Le général Smith a déclaré alors qu'il était envoyé par le général commandant Emory pour prendre possession de l'Arsenal et des armes de la Légion, au nom du gouvernement des Etats-Unis.

Messieurs Waggaman et Behan ont répondu qu'ils n'avaient pas l'intention de résister aux troupes des Etats-Unis, et qu'ils étaient prêts, à la requête du général Emory, à livrer l'arsenal.

Une demi heure après, nos braves miliciens se retiraient au bon ordre du "Davidson Court House," et passaient sans être molestés par la police.

A cinq heures du matin, le général Smith a confié la garde de l'arsenal à un détachement de métropolitains commandé par le sergent Lawler.

Plusieurs policiens qui avaient refusé de marcher contre les miliciens et contre les citoyens ont été déchargés par le surintendant Badger.

M. Jacob Hawkins, l'ex-membre du Bureau des raisons nommé par le juge Durell, a pris possession, hier matin, du siége de ce qu'on a été convenu d'appeler la "Cour Supérieure de la Paroisse d'Orléans." Il n'a éprouvé aucune résistance de la part du juge Elmore, qui était absent, d'ailleurs, en ce moment.

M. Hawkins ayant fait venir le shérif Harper, pour lui montrer ses papiers, et celui-ci s'est déclaré satisfait.

Le prétendu juge a choisi alors M. John Burke comme le greffier de sa Cour, et celui-ci est entré immédiatement en fonctions; M. Manning, le greffier de la Huitième Cour, se voyant contraint de céder à l'argument des baïonnettes, a facilement adopté depuis une semaine par la clique radicale.

Le comité de deux cents citoyens influents nommé par le peuple pour s'occuper de la situation politique et pour porter à Washington un mémoire adressé au Président des Etats-Unis et au Congrès fédéral, dans lequel sont exposés tous nos griefs, se réunit hier à deux heures et demie de l'après-midi, dans la salle de la Chambre de Commerce, sous la présidence de M. Adams.

Le président appelle l'assemblée à l'ordre et dit que le seul fait de voir assemblés tant de citoyens influents qui ont mis momentanément leurs affaires de côté, pour se rendre à son appel, témoignait en faveur de la justice de leur cause. Un pareil acte est donc une preuve irréfutable de l'importance que chacun attachait à la démarche qui allait être faite.

Son avis est donc que le plus tôt le comité partira pour Washington, le mieux ce sera.

Il sait de bonne source que le Congrès s'ajourne le 20 de ce mois, et il pense qu'il n'y a pas de temps à perdre.

M. Hugh McCloskey croit qu'il faudrait que le comité puisse partir dans l'après-midi de dimanche, afin d'arriver à Washington le lundi de bonne heure.

Le président demande au secrétaire de lire la liste des citoyens du comité, et celle des membres de dire s'ils veulent partir ou rester.

Les messieurs dont les noms suivent consentent à se rendre à Washington pour présenter le mémoire des citoyens au président Grant et au Congrès.

Hugh McCloskey,
E. H. Summers,
Jos. Bowling,
Joseph Bowling,
Chas. Brigg,
J. S. Copes,
H. W. Conner,
H. Dudley Coleman,
H. Fairbanks,
H. Freilsen,
J. Katz,
John Potts,
John F. Pollock,
N. D. Wallace,
Walter Fearne,
J. Hernsheim,
J. Jackson,
H. O. Saizan.

M. Rozier demande à présenter la résolution suivantes:

Résolu, que l'organisation du comité de deux cents citoyens nommé par le peuple, soit maintenu tant que la chose sera nécessaire, afin de continuer par tous les moyens légaux, la lutte que soutient le peuple contre le despotisme et la fraude, jusqu'à ce que nos libertés et que nos privilèges nous soient rendus.

Résolu en outre, que le Président soit autorisé à convoquer les membres du comité quand il le jugera convenable.

M. Rozier explique ensuite en quelques mots toute la pensée qui l'inspirait en faisant son amendement. Il comprend la situation. A son avis, ce n'est pas au Président ni au Congrès fédéral qu'il faut s'adresser pour obtenir justice; mais c'est aux Cours de justice qu'il faut avoir recours devant les grands.

Il faut que le juge Bradley et que le juge Wood viennent à la Nle-Orléans, et qu'ils ordonnent, chacun, que ces magistrats renversent l'arrêt du juge Durell et rétablissent l'ordre dans notre communauté.

M. Rozier croit qu'une délégation composée de quelques membres sera t suffisante pour être envoyée à Washington.

M. McCloskey ne partage pas son opinion. Il pense que plus le nombre des citoyens qui iront à Washington sera considérable, plus grande sera leur influence.

M. Bohn approuve M. McCloskey.

M. Penniston s'exprime avec chaleur sur la gravité de la situation, qui exige, selon lui, que chacun des citoyens qui composent le Comité du peuple ait assez de patriotisme pour faire un petit sacrifice pour aider à la rédemption de la Louisiane.

M. Bohn propose un mémoire qui devra être ajouté au rapport pour être présenté au Président et aux membres du Congrès. Dans ce mémoire, M. Bohn s'adresse à la justice, à la loyauté des membres du Congrès, comme citoyens américains et comme hommes.

Ce mémoire est adopté à l'unanimité.

Sheldon Martin, le sénateur de Caddo, est présenté alors à l'assemblée par M. Adams.

Il annonce sa détermination d'aller à Washington, à New York et même à Boston pour faire des discours dans ces différentes villes afin d'éclairer la population du Nord sur la véritable situation de la Louisiane et de dévoiler les fraudes qui ont été commises par le parti radical. M. Sella Martin déclare qu'en avant de partir, il serait bien aise d'avoir l'approbation du comité.

Sur motion, elle lui est accordée, à l'unanimité, et le nom du sénateur de Caddo est ajouté à la liste du comité de deux cents.

L'assemblée s'ajourne alors pour se réunir de nouveau sur convocation du président.

La troisième conférence religieuse, destinée exclusivement aux hommes, du rév. Père Bourgeois, dominicain, aura lieu ce soir, à sept heures, à l'Eglise de l'Archevêché.

Pseudo-Législature.

Séance du 14 décembre 1872.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à midi. Avant l'appel du rôle, on observe que M. Hunsacker a repris son siége. Il y a 38 membres présents.

Le Sénat entre en session exécutive.

La séance ordinaire étant reprise, l'appel du rôle constate le retour à son siége de S. M. Todd.

M. Harris reprend sa résolution pour l'expulsion des sénateurs déserteurs, mais en rayant les noms des deux qui ont reparu.

M. Brewster fait remarquer que MM. Hunsacker et Todd ont fait partie d'un bureau des retenues nommé par l'Assemblée du Lycée. Ce bureau a publié des retours différents de ceux du vrai bureau, et ces deux messieurs, qui ont attesté ces retours sous serment, sont coupables ici.

Un débat s'élève entre M. Todd et M. Brewster sur la question de serment.

M. Hunsacker dit qu'on sort de la question. La résolution portait qu'on exonérait les sénateurs qui ne seraient pas revenus aujourd'hui; ils sont revenus tous deux et on n'a pas le droit de porter d'autres accusations contre eux. Les retours portant son nom seront sans doute l'objet d'une enquête judiciaire et alors il expliquera sous serment comment son nom s'y trouve.

M. Burch voit une menace dans cette dernière remarque et demande des explications. M. Ingraham appuie cette demande.

Après une courte session exécutive, la séance est reprise, et les deux sénateurs sont invités à répondre à l'accusation de mépris envers le Sénat.

M. Hunsacker dit: M. le Président, je regarde le Sénat comme le Sénat légal de l'Etat, et je suis venu ici pour prendre mon siége et rester.

M. Todd déclare soquiescer à ce qu'a dit le sénateur de Jefferson.

M. Brewster ne se déclare satisfait qu'après la lecture de la mention faite au procès-verbal de l'ajournement.

Une motion de M. Harris, d'effacer tous les noms de la liste, excepté celui de MM. Hunsacker et de Todd est adoptée.

La résolution primitive est alors déposée sur la table, sauf sujette à appel.

Le Sénat s'ajourne à lundi, à midi.

CHAMBRE.—58 membres sont présents.

Mr. Hahn, du comité d'accusation, présente le rapport suivant sur les chefs d'accusation contre le gouv. Warmoth:

1. Expulsion inconstitutionnelle et illégale de Geo. E. Bovee de sa place de Secrétaire d'Etat.

2. Nomination, en avril 1870, pour Collecteur de Taxe de la paroisse de Tangipahoa, de John Evens, qui avait été rejeté du même office par le Sénat.

3. Commissions données à Ogden comme Avocat Général, à Harper comme Shérif, et à Elmore comme Juge de la Huitième Cour de District, quand aucun retour légal n'avait été fait par les officiers de retour, et conspiration avec eux pour éjecter, frauduleusement et illégalement le Juge Dibble de la Huitième Cour de District. Commissions données à d'autres juges et officiers avant tous retours officiels des officiers de retours.

4. Offre de $50,000 et de nominations en nombre indéterminé au lieutenant-gouverneur Pinchback, s'il voulait organiser le Sénat de manière à favoriser les vues de l'accusé.

5. Faits de faux enregistrement à la dernière élection dans les diverses parties de l'Etat.

6. Offre à R. H. Gabbill, inspecteur d'équipage d'Etat, de la paroisse St. Charles, d'une nomination à l'office de collecteur de taxe d'Etat, s'il voulait faire un retour frauduleux des élections dans cette paroisse.

7. Exercice des fonctions de gouverneur après avoir été mis en accusation, ce qui mettait en danger la paix de l'Etat.

Ce n'est là qu'un résumé des articles d'accusation, mais qui contient les points principaux du rapport.

Dans l'appel des noms pour voter sur le rapport, M. Dawes refuse de voter attendu que le gouverneur Warmoth est un de ceux mis en accusation.

Il déclare qu'il est grand l'ami personnel du gouverneur, mais que le devoir passe avant tout.

M. Dawes dit qu'il ne demande rien de plus que ce que M. Hahn a demandé pour le rapport du comité des élections, le renvoi à l'impression.

Le Dawes se décide à voter non.

Le rapport est adopté par 60 voix contre 3.

La Chambre ordonne l'impression du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer Louisiane Central. C'est le projet de Scott et Aiken. Les incorporateurs en sont Eber B. Ward, Thomas A. Scott, Oakes Ames, F. W. Kellogg et Art. Edwards.

M. Gaar a mis en résolution pour expulser MM. Timony et McCaleb, d'Orléans, parce qu'ils ont accepté pour aller à Pétaud de villes.

M. Montaldo demande l'ajournement à la décision de la résolution et M. Dawes demande le renvoi au comité des élections.

Après quelques mots de M. Davidson la résolution est retirée.

M. Matthews présente un bill de revenu pour 1873 dont l'impression est ordonnée après une heure.

La Chambre examine un comité général le bill allouant $135,000 pour les dépenses de cette session extraordinaire; un substitut réduisant ce chiffre à $70,000 est recommandé.

L'impression du bill est ordonnée et le bill est fixé pour l'ordre du jour spécial de mardi, à une heure.

Comités spéciaux annoncés:

Pour examiner les affaires du Bureau métropolitain: Geir, de Feliciana, Kern, de Jefferson, W. F. Kirkham, de Calcasieu, Duncan Hill, de Ouachita, Charles Montaldo, d'Orléans.

Pour examiner les affaires des commissaires du parc de ville: M. Hahn, de St-Charles, A. Dejoie, d'Orléans, Paul Jones, de Cameron.

Pour examiner les comptes du comité sur les dépenses éventuelles de 1872: Geo Faria, d'Orléans, Harvey Mahoney, de Plaquemines, et James Connaughton, de St-Landes.

Pour examiner les titres de créances législatifs de 1870, 1871, et 1872: David Young, de Concordia, N. Kenyon, d'Iberville, C. Dickham, de Washington, Henry Demas, de St.-Jean-Baptiste, L. J. Soner, d'Avoyelles.

La discussion de la reprise en considération de la proposition Sewell pour l'expulsion des membres qui ont siégé au Lycée, est reprise par M. Young, qui est interrompu par le président. Une motion d'ajourner à lundi à midi est alors adoptée.

Faits Divers.

L'EDUCATION DU JOURNALISTE.—M. Delaplagne, inspecteur d'établissements d'Etat, dans un article publié dans le *Journal de Paris* au sujet de l'éducation du journaliste, s'apitoie à l'abandon, à l'ignorance auxquels sont exposés tous nos confrères, et rappelle les noms trop nombreux de ceux dont les cadavres publiques et les noms ont été condamnés à un couplet des plus plaisants:

Quand ces bons camarades sont en cour d'assises
Se faire acquitter, tout les admire;
Ils embrassent Lachaud, qui le sacrifierait chez eux.
Et sans hésiter, ils vont bientôt recommencer.
Zim la la la!
Mon plus de succès.
Zim la la la!
Pour ces camarades là.

Comment s'étonner, ajoute M. Derôme, qu'avec de tels exemples, la jeunesse accorompe facilement, et il fait un chimant portrait des Bonottons de ce temps-

L'enfant moderne, dans les classes aisées, est une poupée, un petit être qu'on habille et qu'on promène, un jouet. A cinq ans il est un prodige: il sait le salon, babille, se parare, a des besoins précoces. Il sort d'une maison paternelle pour aller au collége ou au pensionnat. La discipline qu'on lui impose n'est plus celle d'autrefois, la même pour tous les enfants d'une famille, le même régime au réfectoire, le même genre de vêtements, le même goût de ce qui est bon.

En l'absence du frein moral *qu'on ne lui impose pas*, il contracte le mépris du frein légal. A quinze ans il fera de la politique au bois de Vincennes ou à Montmorency, au pensionnat du Lycée, il crie: "A bas la calotte!" à l'école de droit, il crie: "A bas la calotte!" au lycée, il crie: "A bas la calotte!" Au besoin, il se battra. Il a dix lycées ont fourni cet argument aux adversaires de l'Université, sous l'admiration du 4 septembre. Après l'insurrection de Marseille, les élèves demandent qu'une commission républicaine de trois membres soit nommée pour examiner la question des études." A Brest, ils réclament "l'émancipation sociale."

Nous lisons dans la *France* du 20 novembre:

Après-demain, mercredi, départ du paquebot-poste *Marguerite*, amarré devant la Havane, puis aux Antilles, puis à New-York, puis il reviendra en France, s'il plaît à Dieu, à Douvres, à l'Aquilon, à Ouessant, à Cherbourg, le cas le se rappeler l'ode à l'Horace au vaisseau qui emportait Virgile. Il est vrai que le capitaine de la *Marguerite* n'a pas écrit l'*Enéide*, mais s'il lui ressemble, s'il a l'âme aussi compatissante, aussi poétique, s'il a pas de coupable, n'aurait-il pas accompli un pareil devoir?

Bonne chance à cet intrépide, mais téméraire navigateur.

—La Vénus de Milo a trouvé son pareil et ce pareil, c'est Phidias-Apollon, comme disaient les poètes grecs.

On vient, en effet, de découvrir, à Rome, sur la petite du Capitole, une statue d'Apollon en marbre blanc, d'un modèle et d'une élégance exquises.

Le dos bras est cassé....

La scène se passe au bois de Boulogne, devant lui, entre un ténor archi-riche et dans tous ses rôles; il s'endonne par habitude.

Je parie, dit M. X..., à son ami, que je donne un coup de pied où vous savez à celui de vous de ces messieurs que vous voudrez là et qu'au lieu de se fâcher il me remercie.

C'est que vous le connaissez, que c'est un de vos amis, répond M. X.

—Je ne lui ai jamais parlé, il ne me connaît pas, répond M. X.

—Eh! ce cas, c'est parti!

Les deux amis se font part dans la main.

Aussitôt M. X... s'avance derrière le ténor, donne un bon moment et lui lance vigoureux coup de pied qui ait jamais été donné.

Le ténor se retourne, étonné et furieux s'avance vers M. X..., qui, sans se déconcerter, lui présente son chapeau et lui dit avec l'air du plus profond respect:

—Excusez moi, monsieur, j'avais cru reconnaître la voix de mon ami Dupree.

Rien de ce compliment, — le premier qu'il ait jamais reçu, — le ténor ne put s'empêcher de répondre un:

—Ah! bonnes gens! vous êtes trop bon! qui fit gagner son pari à M. X.

N.-B.— Eviter de recommencer cette plaisanterie, qui, si elle était connue, pourrait avoir un dénouement moins aimable.

—Au restaurant, deux.... économistes comme il y en a trop, demandant l'addition.

Vois donc, il y a une erreur de neuf francs.

—Appelle le patron.

—Mais..... c'est en moins!

—Alors ne réclamons pas, nous ferions renvoyer le garçon.

—On a fait quelque bruit autour du voyage à Paris de M. le général Espivent de la Villeboisnet, commandant à Marseille, et de M. Pinard-Bourg, préfet des Bouches-du-Rhône. La vérité est que M. Limbourg est venu à Paris pour se marier, et que M. Espivent de la Villeboisnet est son témoin. M. Limbourg épouse Mlle Péricaud de Gravillon, fille de l'honorable colonel d'état-major de ce nom.

— Fervacques, du *Gaulois*, raconte une anecdote peu connue et fort originale sur le premier des Rothschild. Il paraît sans doute du grand baron, qui était, paraît-il, un simple colporteur.

Un jour qu'il s'en allait à la ville voisine, chargé d'un ballot d'étoffe qu'il allait vendre à la foire, il fit rencontre, chemin faisant, d'un autre colporteur qui suivait la même route dans le même but, mais qui, apparemment plus fortuné, poussait devant lui un âne chargé de ses marchandises.

La conversation s'engagea entre ces deux braves commerçants, et le nouveau venu ayant un marchand, se plaignait du sort et de la besogne qui semblait avoir pris à tâche de le poursuivre.

A un certain moment:

—Mais, dit-il à celui que l'on peut à juste titre appeler Rothschild Ier, débarrassez-vous de votre ballot et placez-le sur l'âne.

Ainsi fut fait, et ils continuèrent, devisant de la sorte jusqu'à un ravin étroit surmonté d'une simple planche qui servait de pont.

Arrivé à ce passage, le maître, laissant le prudent Rothschild Ier passer le premier, se mit à considérer attentivement l'animal:

—Attends-moi, dit-il en voulant reprendre son ballot pour un instant, je vais te porter.

Il dit et recharge sur le dos de l'âne ses deux ballots. Au même moment, l'animal, perdant entièrement l'équilibre, bascule et disparaît dans le gouffre.

M. de Rothschild, lui, resta en quelque sorte sur le bord, portant, comme Bias, tous ses biens avec lui, ce qui fut le noyau de cette merveilleuse fortune que nous avons vue depuis.

Que de fois l'histoire de l'âne et de la planche a dû se répéter.

—Oh va-t-il, mon Dieu! Et cet étourdi-là, une fois lancé dans une parabole, voilà!

—Enfin, voici ce qu'il leur a dit hier:

—Quand j'ai fait demi-tour mon second, dans mon premier, je regarde mes deux amis avec mon troisième. Mon quatrième est étonnant que je me retourne, et mon tout est l'inventeur d'un cercle, très connu dans l'histoire romaine.

Et comme la rentrée à Chalais jusqu'à Fabrettement, il a dû se tenir à ce qu'il a de plus triomphant!

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Londres, 14 décembre.—Le rapport qui avait couru sur une grève prochaine d'employés de chemin de fer, est démenti entièrement.

Berlin 14—Le budget estime que les recettes excéderont de 1,500,000 thalers les dépenses en 1873.

Paris, 14 déc—L'inondation dans le département du Nord a fait surtout beaucoup de fabriques.

Bruits sur les affaires de France.

Berlin, 14 déc—Les bruits qui courent sur la démission de Bismarck de la présidence du conseil de Prusse donnent lieu à beaucoup de commentaires dans la presse. Les journaux de cette ville n'en croient rien. Le résumé des opinions est que la Prusse est le sauf de l'Allemagne, que le contrôle de la Prusse dans les affaires de la confédération est essentiel à la direction de l'Allemagne et des affaires en Europe et que la retraite du comte Bismarck du conseil de Prusse doit amener une crise importante dans la politique de ce pays.

L'Assemblée Nationale de France.

Paris, 14 déc.—Dans l'Assemblée aujourd'hui, Mr. Duval a dit que les pétitions pour la dissolution étaient régulièrement signées et évidemment l'œuvre des agitateurs.

Gambetta a nié que cela fût et a dit que le pays avait montré d'une manière significative qu'il différait de la politique de l'Assemblée en votant pour des républicains aux dernières élections, et en envoyant à l'assemblée des démocrates au lieu de monarchistes.

Il a dit que ces derniers avaient été battus même dans les districts royalistes de tradition. (Ici la dépêche est la